

# 2022 Peut-on encore éviter la guerre en Europe ?



**Focus**  
P. 6-9

DANS CE NUMERO

## Présidentielle 4

**Kuzmanovic, avec de Gaulle et avec Jaurès**



## France 10

**Taxonomie : la fausse victoire du nucléaire**



## Santé publique 12

**Sortir de l'impasse sanitaire**



Shutterstock



**H**eureuse et belle nouvelle année à toutes et à tous. Je voulais vous dire ce soir – et je ne veux pas vous le cacher – que cette année sera difficile. Mais c'est dans l'épreuve que se ressourcent un pays, c'est dans l'épreuve que se trouvent les ressources d'un sursaut, d'un renouveau et du salut commun, ce si beau mot de notre tradition chrétienne, républicaine – de la République sociale – et de toute la tradition que nous lègue notre histoire.

Santé publique, cela veut dire dissiper d'abord les demi-mensonges, les contrevérités et les mensonges tout court dont on nous a entretenus. Cela veut dire une volonté politique d'assurer un hôpital qui soigne, avec un personnel hospitalier qui soit traité comme il le mérite et non comme aujourd'hui, surchargé d'une tâche qu'il lui est très difficile d'assumer comme il le voudrait. Il faut aussi assurer, dans le cadre de cette pandémie, des équipes mobiles composées de maires, de bénévoles, de personnels de santé, et de tous ceux qui sont prêts à faire face à cette épreuve ensemble en manifestant leur solidarité. Assurer également que les malades soient traités dans les meilleures conditions, en restant chez eux lorsque c'est possible, aidés par la solidarité de tous.

Volonté politique signifie aussi assurer que cette santé publique soit bâtie sur des bases solides. Cela veut dire une économie de croissance, de développement, qui assure l'électricité, l'eau, et toutes les ressources publiques permettant à l'hôpital de vivre et à une société de fonctionner. Qui assure la justice pour ses agriculteurs, pour qu'ils puissent nourrir le pays et qui en sont la première ressource.

Cela constitue un tout, ce n'est pas une somme de choses particulières, et ce tout ne peut être assuré que par une politique de bien commun à laquelle tous participent. C'est la participation du peuple à l'exercice du pouvoir, pas cette participation d'actionnaires dont on nous parle tant, mais de véritables participants à l'exercice du pouvoir.

Cela signifie aussi un pays qui sache se mobiliser autour de cette cause commune, non seulement pour lui-même mais pour les peuples du monde aujourd'hui en souffrance – nous pensons au Moyen-Orient, nous pensons à l'Afghanistan, nous pensons à des pays d'Amérique latine. Là doit se manifester une solidarité internationale, un système de développement mutuel. Et c'est seulement ainsi que l'on pourra assurer un avenir et maîtriser la santé publique afin qu'il y ait, dans chaque pays, un système de santé permettant à tous et à toutes d'être soignés lorsque que c'est nécessaire, comme c'est le cas aujourd'hui.

Dans ce contexte, oui, nous pourrions retrouver une France que nous aimerions. Une France que, depuis l'école maternelle jusqu'au poste que nous occuperons dans la société, nous pourrions aimer, en accomplissant un travail qui ne soit pas imposé de l'extérieur, mais un travail assumé et justement rémunéré – justement rémunérés nos personnels hospitaliers, nos personnels de justice et surtout notre personnel enseignant.

Alors oui, nous pourrions retrouver le sens d'un destin commun dans cette année nouvelle. Et c'est ce combat qui pourra redonner sa dignité à une campagne présidentielle qui, pour l'instant, ne l'a pas. Mais pour retrouver cette dignité, nous devons porter en nos cœurs un sens d'immortalité. Tout de suite les grands mots, l'immortalité ! Que veut dire immortalité ? Cela ne veut pas dire attendre une récompense pour agir ou attendre un châtiement pour ne pas agir, ou avoir peur de faire quelque chose de juste. Non ! Cela signifie chercher le bien pour le bien, cette disposition, dans tout être humain, à faire le bien pour autrui, et c'est pour cela que nous devons nous battre. C'est ce que signifie, en France, la tradition historique de notre pays et de la République. Je peux vous dire, de ce point de vue : Vive la République, vive la France, et vive ce que nous ferons de meilleur pour elle ensemble.

Bonne année à toutes et à tous !

**Jacques Cheminade**

**Retrouver le  
sens d'un destin  
commun dans  
cette année  
nouvelle.**



## SOMMAIRE

2. Les vœux de J. Cheminade
3. Editorial
4. Présidentielle / Entretien avec Georges Kuzmanovic
6. Focus / 2022, peut-on encore éviter la guerre ?
8. Focus / Traités et déclarations
9. Focus / Le dégel Est-Ouest passera-t-il par la fusion ?
10. Taxonomie / La fausse victoire du nucléaire
11. Télescope James Webb / A la découverte de l'aube de l'univers !
12. Santé publique / Sortir de l'impasse sanitaire
13. Santé publique / Vaccin, oui ; passe vaccinal, non !
14. En bref
15. L'Art au peuple ! / Découvrir l'âme russe par la peinture
16. Législatives / Rendons « l'argent magique » aux citoyens !

## NOUVELLE SOLIDARITÉ

Mensuel numérique et imprimé publié par Solidarité & Progrès (Parti politique)

<https://solidariteetprogres.fr>

B.P. 27 - 92114 Clichy cedex

Tél : 01 76 69 14 50

Commission paritaire :

N° 0323 P 11222

ISSN : 0339-5936

ns.redaction@solidariteetprogres.org

Imprimé par Presses Rotatives

2, passage Flourens 75017 Paris

Dépôt légal à parution

Tirage : 2000 exemplaires - 3 €

Rédactrice en chef :

Christine Bierre

(bierrechristine@gmail.com)

Directeur de publication :

Karel Vereycken

(erasmus.politicus@gmail.com)

Equipe éditoriale :

Johanna Clerc,

(lawolfeuse@gmail.com)

Relecture : Anne-Marie Desachy,

Véronique Charuel, Julie Péréa

Mise en pages : Bruno Olivier

[Abonnement : ns.abonnements@solidariteetprogres.org](mailto:ns.abonnements@solidariteetprogres.org)

BELGIQUE [erasmus.politicus@gmail.com](mailto:erasmus.politicus@gmail.com)

CANADA Tél. : 514 461 1557/7209 Skype :

cdi.crc - [www.comiterepubliquecanada.ca](http://www.comiterepubliquecanada.ca)

## Volonté politique



Jacques Cheminade

Président de Solidarité & Progrès

Il est de plus en plus évident que, sauf manifestation d'une volonté qui lui redonne un sens, l'élection présidentielle se déroule dans un environnement contrôlé et destructeur. Après avoir brutalement réprimé les Gilets jaunes, la « macronie » suit les courbes de circulation du virus à des fins bassement politiciennes en faisant du vaccin une arme politique. L'extrême-droite et par contamination une partie de la droite font campagne sur le rejet identitaire de l'autre, sans remettre en cause le régime financier qui désintègre la société. Les gauches, quand elles ne se livrent pas un combat fratricide, s'évadent dans des généralités pompeuses sans substance ou s'égarer dans des mesures et un langage technocratiques. Tous, consciemment ou pas, collaborent à une destruction des solidarités sociales et donc des fondements de notre République.

## Un brûlot.

C'est pourquoi l'équipe de Solidarité & Progrès, qui s'est battue jusqu'à présent sans succès pour une union des souverainistes républicains, soutient la candidature aux élections présidentielles de Georges Kuzmanovic, qui porte l'espérance d'un sursaut. Avec de Gaulle et Jaurès, il appelle, comme nous-mêmes le faisons depuis longtemps, à une coïncidence des patriotismes, nécessaire dans la tourmente, comme aux moments de la Résistance et de la France Libre. Il ne s'agit évidemment pas de refaire l'histoire mais d'aller au fond des choses. Avec la conviction qu'une injustice où que ce soit dans le monde est une menace pour la justice partout. Et l'engagement de se battre pour des Jours Heureux, non pour faire briller des mots mais pour se donner les moyens de redonner l'art et la science au peuple.

Retrouvez Cheminade sur

[www.jacquescheminade.fr/](http://www.jacquescheminade.fr/)

Et sur



fondements de la classe ouvrière en créant des viviers de travailleurs dispersés et précarisés, seuls et dépourvus face à des Etats collaborateurs de l'oligarchie financière. Nous ne sommes pas pessimistes pour autant (nous pensons même que le pessimisme est un confort intellectuel) et nous attendons quelque chose de cette élection présidentielle.

Quoi ? Attaquer précisément ce système à son point de faiblesse et rétablir l'espérance d'un monde où l'on puisse vivre autrement.

Le point de faiblesse de nos ennemis est que leur ordre repose sur une pyramide financière spéculative, l'émission constante de fausse monnaie sans rapport réel avec la production. Ce n'est plus la guerre des salariés contre les patrons pour la répartition des productions, mais c'est celle de forces financières incapables de produire contre tous, excepté leur minorité. Ce système n'a que deux possibilités : continuer à pratiquer l'hyperinflation, aboutissant au chaos social, ou fermer la planche à billets électronique et provoquer une réaction en chaîne de faillites. Echapper à ce dilemme ne peut se faire, au sein de ce système, que par le recours à la guerre pour établir sa domination.

On doit en sortir en dévoilant sa manière d'opérer, en rassemblant contre lui les forces productives et surtout en mobilisant tous ceux qui sont capables de penser et d'agir en égaux. Notre réflexion sur une séparation bancaire, la création d'une vraie Banque nationale et d'un système de crédit public avec un Plan national associant les forces créatrices, porte ce projet. Sans tomber du ciel des idées toutes faites, il vise à mobiliser les abstentionnistes, à faire en sorte que ces Français, censés avoir peur de bouger et se soucier uniquement de leurs petites affaires, se mettent à faire exactement le contraire, pour le bien commun, leurs enfants et leurs petits-enfants.

La candidature de Georges Kuzmanovic est en ce sens provocatrice : elle est pour nous un brûlot qui vise à la participation de tous à la vie politique et non au théâtre qu'est jusqu'à présent cette campagne. ■

## ENTRETIEN

# Georges Kuzmanovic : et avec Jaurès, constru

Dans le cadre de nos échanges avec différents candidats « hors système » à l'élection présidentielle de 2022, voici notre entretien avec Georges Kuzmanovic, président du parti République souveraine. Voir aussi éditorial page 3.

Quel est le sens de votre candidature et en quoi se différencie-t-elle des autres ?

D'abord, je ne suis pas un professionnel de la politique : j'ai été humanitaire, militaire, enseignant, jusqu'à il y a peu, j'étais cadre dans une grande entreprise, et le mouvement qui me soutient ne comprend pas de permanents et fort peu d'élus. Ensuite, je suis le seul à allier un souverainisme assumé, un attachement à l'ordre et à ces piliers de la République que sont la laïcité, la sécurité sociale, les grands services publics et l'État stratège. Dans les deux cas, je suis comme une grande majorité des Français, mais je suis le seul parmi les candidats.

Je me présente car je ne supporte plus de voir la France lentement étouffée, comme sans espoir, du seul fait d'une élite qui trahit la Nation. Je pense qu'il y a depuis 40 ans un dépérissement organisé de l'État dont la conséquence est la destruction de l'État social et de la grandeur de ce pays. Pourtant la France est belle et forte.

Est-il encore possible de rassembler les « républicains des deux rives » contre l'atlantisme et l'oligarchie financière ?

Même si gauche et droite peuvent encore avoir une valeur identitaire importante pour certains de nos concitoyens, il semble de plus en plus évident que ces notions n'ont plus de cohérence. La preuve : la gauche se divise en même temps qu'elle s'effrite, et la droite, qui va du macronisme à Zemmour, est trop massive et diverse pour être une catégorie pertinente. D'autre part, la crise démocratique est



République Souveraine

très grave, avec une abstention qui touche des élections jusqu'à présent épargnées : municipales hier et demain présidentielle. Dès lors, comme toujours en cas de crise, je crois possible de rassembler les Français autour de ce qui leur est le plus cher : la défense de leur liberté collective et la cohésion de la nation par l'ordre et la solidarité. Je crois qu'il est possible de contrecarrer le « malheur français » dont parlait Marcel Gauchet, c'est-à-dire la poursuite par les gouvernements successifs de politiques contraires à la sensibilité et aux intérêts des Français.

Mais je dirais qu'il est surtout temps de construire le bloc populaire, s'unir, faire front autour de principes clairs et simples. Nos adversaires l'ont fait, et justement en rompant avec le clivage gauche-droite. C'est le camp des « gens de nulle part », nous sommes « les gens d'ici ». Ils sont l'oligarchie, nous sommes le peuple.

De quoi Emmanuel Macron est-il le nom ? Il est l'incarna-

▲ **Georges Kuzmanovic, candidat à l'élection présidentielle.**

**S'unir, faire front autour de principes clairs et simples.**

tion parfaite du bloc bourgeois contemporain dont les caractéristiques sont très précises : euro-péiste, atlantiste, volonté de tout privatiser, favorisant le capital sur le travail, dérégulateur en faveur de l'oligarchie financière et des multinationales, chantre de la mondialisation et donc de la désindustrialisation, et ayant une nette préférence pour le modèle sociétal anglo-saxon, jusqu'au communautarisme. Sur cette base, Emmanuel Macron a réuni des gens des deux rives, des politiciens de gauche comme de droite – ce qui fut relativement aisé étant donné que ceux-là menaient depuis quarante ans déjà des politiques publiques conformes à cette idéologie commune. C'est un bloc logique et très homogène idéologiquement.

Notre bloc populaire est l'exact contraire, son miroir inversé, et ses caractéristiques sont tout autant précises : souveraineté nationale contre européisme, indépendance plutôt qu'atlantisme, le commun, le bien public et les services publics plutôt que la privatisation tous azimuts, faveur donnée au travail plutôt qu'au capital, réguler et contraindre l'oligarchie financière et les multinationales, réindustrialiser et relocaliser l'économie, et attachement au modèle universaliste français et à la laïcité. C'est également un bloc très cohérent où peuvent se rejoindre des gens issus de la gauche comme de la droite. C'est pourquoi la devise de République souveraine est « Avec de Gaulle et avec Jaurès ».

**Ancien militaire, comment voyez-vous l'escalade de tensions et d'affrontements entre la Russie et l'OTAN ? Sommes-nous au bord d'une guerre en Europe et quelles en seraient les conséquences ?**

La tension entre l'OTAN et la Russie est un jeu très dangereux. Je ne pense pas que nous

# avec de Gaulle lire le bloc populaire

soyons au bord d'une guerre, car personne ne la souhaite : les États-Unis de Biden ont choisi une stratégie de la tension pour avancer leurs pions au maximum. La Russie le sait et réagit comme il est rationnel de son point de vue de le faire, c'est-à-dire avec le plus de fermeté possible. Par ailleurs, la dissuasion nucléaire empêche toute guerre au niveau des super-puissances, mais elle n'est pas à exclure au niveau des Etats plus petits comme cela fut le cas en Yougoslavie ou en Ukraine. Les USA ont besoin d'ennemi sérieux pour continuer à maintenir un appareil militaro-industriel surdimensionné.

Le problème est qu'un accident, un malentendu est vite arrivé, et je ne veux pas imaginer quelles en seraient les conséquences. C'est pour cela que je souhaite que la France sorte de cette logique de l'affrontement, mais aussi de la logique de bloc qui y conduit naturellement, pour reprendre un rôle de puissance d'équilibre luttant pour la sécurité collective et contre les impérialismes.

## Que répondez-vous à ceux qui envisagent l'emploi de l'arme atomique ?

Qu'ils sont des fous dangereux ! Il est indispensable de conserver la doctrine française de la dissuasion, qui est justement une garante de la paix.

Malheureusement l'usage des armes nucléaires, en particulier sous leur aspect d'« arme nucléaire tactique », a été récemment et de manière récurrente théorisé par le Pentagone. C'est évidemment délirant et doit être lié à la doctrine militaire étasunienne de « zéro mort » (le zéro étant entendu dans les armées étasuniennes), reposant sur la théorie de « choc et effroi » (bombardements et artillerie massivement utilisés), mais a peu de chance d'être réellement mis en œuvre.

## Élu président, quitteriez-vous l'OTAN ? Pour quoi faire et dans quelles conditions ?

Élu président, je quitterai le commandement intégré de l'OTAN, qui n'a rien apporté à la France, sinon des sujétions incompatibles avec une vraie indépendance stratégique. Suivant l'exemple du général de Gaulle, je resterai allié et ami avec les États-Unis, mais saurai les rappeler à leurs devoirs, comme il l'avait fait à Phnom Penh en 1966, et mener une politique d'équilibre avec les autres grands – Chine, Russie et Inde – compatible avec nos intérêts.

Je suis à ce titre adepte du multilatéralisme et du règlement négocié et pacifique des différends entre Etats suffisamment puissants pour pouvoir se nuire réellement les uns les autres, mais sans qu'aucun n'ait un statut de puissance hégémonique. Je récuse aux États-Unis le droit d'être cette nation hégémonique (ou « nation utile », concept dangereux dont ils aiment se qualifier), soi-disant gendarme du monde, et qui est (bien qu'elle se fantasme comme telle) bien loin du modèle intégrateur que fut Rome.

Plutôt que de sortir de l'OTAN, je préfère envisager la dissolution de cette organisation qui n'a plus lieu d'être. Rappelons que l'OTAN est une organisation dont le sens historique était de faire face au Pacte de Varsovie, disparu depuis 1991. Dès lors son existence n'est plus légitime, si ce n'est comme outil d'asservissement des Européens. Or je ne veux pas d'une France vassale, je veux une France souveraine !

## Peut-on parler de trahison, lorsque nos responsables politiques asservissent nos moyens de défense à des puissances étrangères et à l'OTAN ?

Ce qui ressort de la trahison au sens juridique du terme, c'est d'en-

visager de transférer à Bruxelles (c'est-à-dire, dans les faits, à Berlin) notre siège au Conseil de sécurité des Nations unies et notre capacité de dissuasion. C'est tout le sens de l'insupportable Traité d'Aix-la-Chapelle, qui est, je crois, la principale trahison d'Emmanuel Macron, et également de sa volonté de construire une improbable souveraineté européenne. Pour le reste, la politique atlantiste et fédéraliste menée depuis au moins Nicolas Sarkozy est une trahison au sens moral, mais c'est hélas une constante dans certains milieux. De Gaulle parlait de « l'esprit d'abandon. Cette espèce de trahison de l'esprit, dont on ne se rend même pas compte ». Mais il ajoutait aussitôt : « Heureusement, le peuple a la tripe nationale. »

## La laïcité vous paraît-elle un principe essentiel ?

La laïcité est un principe essentiel de la sensibilité française, ancrée, comme l'a montré Jean-François Colosimo, depuis bien plus longtemps que 1905, et fondée avant tout par le traumatisme des guerres de Religions. C'est d'ailleurs une des raisons de la crispation identitaire à laquelle nous assistons avec le phénomène Zemmour : je l'interprète comme une réaction à long terme face aux attaques djihadistes subies par la France depuis 2012. Les Français ont vu les fanatiques les attaquer au plus profond d'eux-mêmes et ont peur du retour de la guerre civile. M. Macron, qui avait commencé son mandat avec l'objectif à peine masqué de « normaliser », là encore, la France à l'aune du modèle anglo-saxon multiculturel, l'a d'ailleurs bien compris et a pris un virage à 180 degrés bienvenu... Sincère ou non, à chacun d'en juger. Ce que je peux dire, c'est que, si j'étais président de la République, la laïcité, seule garante de la paix civile, serait appliquée sans concession. ■

**Je ne veux pas d'une France vassale, je veux une France souveraine !**



**En savoir +**

Site de République souveraine



L'année  
LaRouche !

■ « Au cours de l'année qui vient, de nombreuses crises stratégiques, particulièrement graves, devront trouver une solution. L'humanité devra choisir quelle voie suivre, la menant soit vers un nouveau paradigme de paix et de développement mutuel, soit vers l'enfer » de la guerre, a déclaré Helga Zepp-LaRouche, présidente de l'Institut Schiller. « C'est pourquoi je veux déclarer officiellement 2022 comme l'année de mon défunt mari Lyndon LaRouche, dont ce serait le 100<sup>e</sup> anniversaire, et parce qu'il n'y a pas de meilleure façon de célébrer l'incroyable richesse de ses œuvres. « Cette année, nous ferons tout pour que les solutions qu'il a proposées pour faire face aux différentes crises – stratégique, économique et culturelle – soient portées à la connaissance de tous les gouvernements et parlements du monde. »



Toute sa vie, Lyndon LaRouche, économiste et figure de proue de l'opposition américaine au système unipolaire actuel, a parcouru le monde, proposant à de nombreux chefs d'État de pays non-alignés et à d'autres dirigeants de créer les conditions d'émergence d'un Nouveau système de Bretton Woods, inspiré de celui conçu par Franklin Roosevelt. Ce projet, qui avait comme piliers les Etats-Unis, la Russie, la Chine et l'Inde, fut hélas rapidement dévoyé après sa mort.

Inlassablement, LaRouche œuvra en faveur de l'intégration économique de l'Eurasie, afin de permettre à cette région et à tous les pays en développement de rattraper les pays développés. ■

▲ **Lyndon LaRouche**  
(1922-2019).

## CRISE STRATÉGIQUE EN EUROPE

# 2022, peut-on en

Les trois sommets qui se sont tenus en Europe à la mi-janvier – Russie-Etats-Unis à Genève (les 10 et 11 janvier), Conseil OTAN-Russie à Bruxelles (le 12) et Russie-OSCE à Vienne (le 13) – auront, espérons-le, alerté ceux qui réfléchissent encore en Europe, sur le fait qu'une vraie guerre, conventionnelle, de haute intensité, pourrait bien avoir lieu sur leur propre sol dès cette année.

L'OTAN et ses membres s'y préparent, comme l'attestent les propos tenus en 2019 par le général François Lecointre, ancien chef d'état-major de nos armées, devant la Commission de la défense nationale du Sénat, et repris depuis par son successeur le général Thierry Burkhard. Si cette perspective avait été écartée à la fin de la Guerre froide, affirmait alors le général Lecointre, « elle ne peut pas l'être » aujourd'hui, du fait notamment « des puissances anciennes ou décomplexées qui remettent en cause le droit international et le multilatéralisme ». On l'aura compris : il s'agit de la Russie et de la Chine.

Le 6 octobre 2021, le général Burkhard déclarait à son tour : « La haute intensité, ce n'est peut-être pas ce que nos soldats vivront demain, voire la semaine prochaine. Mais c'est bien ce à quoi ils doivent se préparer dès aujourd'hui. » Les Américains s'y préparent déjà en Europe, ajoutait-il, ils « massifient » actuellement leurs forces sur le continent « pour disposer, plus vite, de plus d'effectifs, d'équipements et de munitions à lancer dans une éventuelle bataille sur les frontières de l'est de l'Europe. »

Le fait que le 4 janvier 2022, les cinq puissances nucléaires et membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU (P5) se soient senties obligées d'affirmer, dans un communiqué conjoint (voir page 8), que l'arme nucléaire ne doit jamais être employée,



**Christine  
Bierre**

Rédactrice-  
en-chef de  
Nouvelle Solidarité

ne peut qu'attiser les soupçons sur le fait qu'aux Etats-Unis, ils sont nombreux à vouloir outrepasser cette interdiction, comme l'amiral Charles Richard, chef du Commandement stratégique, et le sénateur Roger Wicker.

### Les sommets de la dernière chance ?

A l'origine des sommets qui viennent d'avoir lieu, le volontarisme et l'audace de Vladimir Poutine. En saisissant l'opinion internationale sur la façon dont l'OTAN et ses alliés sont en train d'acculer la Russie à la destruction – ce qui justifie pleinement une riposte de sa part – il a réussi à obtenir, au minimum, qu'une grande explication ait lieu lors de ces sommets. Désormais, il est clair aux yeux du monde et de l'histoire que si l'Occident poursuit dans la même voie, la Russie n'aura d'autre choix que d'y faire face en employant des « moyens militaires et techniques ».

Face à une menace de guerre qui grandit tous les jours autour de la crise ukrainienne, l'OTAN accusant la Russie de masser 100 000 soldats à sa frontière et la Russie accusant Kiev d'en faire autant de son côté, Vladimir Poutine a décidé de saisir directe-

**En savoir +  
sur S&P.fr**



Notre chronique  
stratégique  
« Le monde  
en devenir »

# core éviter la guerre ?



Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui, comme Isabelle Lasserre du *Figaro*, prétendent que ces garanties n'ont jamais existé ! Et pourtant les documents abondent dans les Archives de la Sécurité nationale américaine, nous permettant de retracer l'origine de cette garantie et comment elle a bien été transmise à Mikhaïl Gorbatchev par les différents dirigeants occidentaux, depuis la réunification de l'Allemagne en 1990 jusqu'en 1991.

L'histoire retiendra cette phrase du secrétaire d'État américain James Baker lors de sa rencontre avec Gorbatchev, le 9 février 1990, lui promettant que « l'OTAN ne bougerait pas d'un centimètre vers l'Est », et répétée au moins trois fois par la suite. C'est le ministre allemand des Affaires étrangères, Hans-Dietrich Genscher, qui est à l'origine de cette formulation dans un discours prononcé à Tutzing, en Bavière. Elle a été consignée par l'Ambassade des Etats-Unis à Bonn, qui en informa son gouvernement en termes précis.

Russie, dont l'un des documents fondateurs affirme que « l'OTAN et la Russie ne se considèrent pas comme des adversaires ». Plusieurs événements survenus ultérieurement finirent par convaincre les Russes des intentions de l'OTAN et par faire revenir les patriotes à la tête de l'Etat : la crise mondiale provoquée sur le marché des obligations russes (GKO) par les pratiques spéculatives de jeunes réformateurs russes, formés à Londres et à Wall Street, et l'escalade de mouvements terroristes séparatistes sur son sol, dans le Caucase du Nord, soutenus par l'Arabie saoudite mais aussi par les renseignements britanniques et américains. S'ensuivirent les vagues d'adhésion à l'OTAN d'anciens membres de l'URSS. Ce n'est qu'en 2007 et 2008, lorsque l'OTAN ouvrit la porte à l'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie, que Vladimir Poutine entra en résistance.

ment les Etats-Unis, passant outre la France et l'Allemagne qui se sont montrées incapables d'obtenir du gouvernement ukrainien qu'il applique les décisions de l'accord de Minsk, organisant notamment l'autonomie de la région du Donbass peuplée de russophones.

Le 17 décembre 2021, le Président russe a présenté deux traités, l'un à signer avec les Etats-Unis, l'autre avec l'OTAN, engageant juridiquement ce pays et ses alliés à ne pas poursuivre leur expansion militaire vers les frontières russes en faisant adhérer à l'OTAN des pays comme l'Ukraine et la Géorgie, et à ne pas déployer sur le sol des pays déjà membres de l'Alliance, des armes à courte et moyenne portée pouvant atteindre la Russie en moins de 7 minutes et portant atteinte à sa capacité de riposte (voir p.8). Faute de quoi la Russie serait obligée de se défendre militairement.

Vladimir Poutine a mené son offensive internationale en rappelant au monde entier les promesses, non tenues, des principaux dirigeants occidentaux lors de la chute du mur de Berlin, qu'en échange de la réunification de l'Allemagne au sein de l'OTAN, les Occidentaux ne chercheraient pas à étendre leur influence au-delà de ses frontières, vers la Russie.

**La [guerre à] haute intensité...  
c'est bien ce à quoi [nos soldats]  
doivent se préparer  
dès aujourd'hui.**

Cette décision de ne pas se rapprocher des frontières soviétiques est écrite, non dans des traités, mais dans bon nombre de comptes-rendus de conversations entre les soviétiques et leurs interlocuteurs au plus haut niveau dans le monde occidental (Genscher, Kohl, Baker, Gates, Bush, Mitterrand, Thatcher, Major, Woerner, etc.). Plus tard, Robert Gates, qui dirigea la CIA entre 1991-1993, critiqua la décision d'étendre l'OTAN à l'Est alors qu'on avait laissé entendre à Gorbatchev, entre autres, que cela n'aurait pas lieu.

Il aura pourtant fallu du temps à la Russie pour comprendre que l'OTAN voulait sa perte. En 1997, elle adhéra au Conseil OTAN-

## Et ensuite ?

Quels résultats concrets après les sommets ? Ni les Etats-Unis, ni l'OTAN n'ont accepté de signer les traités soumis par la Russie. Par ailleurs, la proposition russe d'organiser le retrait de l'OTAN à ses frontières d'avant 1997, avant que 11 pays, à l'est de l'Allemagne, n'aient été invités à la rejoindre, a été rejetée par la secrétaire d'Etat adjointe, Wendy Sherman, et par Jens Stoltenberg, de l'OTAN. Tout au plus, a dit Sherman à *CNN*, « l'OTAN s'est dite prête à travailler avec la Russie sur la prévention des conflits, la transparence des exercices et le contrôle des armements », tout en ajoutant que « l'Alliance aimerait aussi relancer les discussions sur les missiles ».

Quant à la partie russe, elle a laissé entendre qu'elle attendait une réponse écrite à ses propositions, que l'OTAN s'est engagée à donner, avant de décider de la poursuite des discussions.

La paix en Europe reste donc en suspens. Il est temps pour les voix de la paix en France de se manifester haut et fort ! ■

## En savoir +

Site des Archives de la Sécurité nationale des Etats-Unis



# Traités et déclarations

Voici les premiers articles du traité proposé par la Russie aux Etats-Unis, exigeant des garanties sur la non-extension de l'OTAN vers les frontières russes, ainsi qu'un extrait du communiqué des cinq puissances nucléaires, membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU, rejetant tout emploi d'armes atomiques sur le champ de bataille.

Traité proposé par la Fédération de Russie aux Etats-Unis, le 17 décembre 2021.

## Article 1

Les parties coopèrent sur la base des principes de sécurité indivisible, égale pour tous et intégrale, et à ces fins :

- ne doivent pas entreprendre, participer ou soutenir des activités qui affectent la sécurité de l'autre partie ;
- ne mettent pas en œuvre les mesures de sécurité adoptées par chaque partie individuellement ou dans le cadre d'une

organisation internationale, d'une alliance militaire ou d'une coalition, qui pourraient porter atteinte aux intérêts fondamentaux de sécurité de l'autre partie.

## Article 2

■ Les parties veillent à ce que toutes les organisations internationales, alliances militaires et coalitions auxquelles participe au moins une des parties, adhèrent aux principes contenus dans la Charte des Nations unies.

## Article 3

■ Les parties n'utiliseront pas les territoires d'autres États en vue de préparer ou de mener une attaque armée contre l'autre partie ou d'autres actions affectant ses intérêts fondamentaux de sécurité.

## Article 4

■ Les États-Unis d'Amérique s'engagent à empêcher une nouvelle expansion vers l'Est de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et à refuser l'adhésion à l'Alliance aux États de l'ancienne Union des Républiques socialistes soviétiques.

■ Les États-Unis d'Amérique ne doivent pas établir de bases militaires sur le territoire des États de l'ex-URSS non membres de l'OTAN, utiliser leurs infrastructures pour des activités militaires ou développer une coopération militaire bilatérale avec eux.

## Article 5

■ Les parties s'abstiennent de déployer leurs forces armées et leurs armements, y compris dans le cadre d'organisations internationales, d'alliances ou de coalitions militaires, dans les zones où un tel déploiement pourrait être perçu par l'autre partie comme une menace pour sa sécurité nationale, à l'exception de déploiement sur les territoires nationaux des parties.

■ Les parties s'abstiennent de faire voler des bombardiers

lourds équipés pour des armements nucléaires ou non nucléaires ou de déployer tout type de navires de guerre de surface, y compris dans le cadre d'organisations internationales, alliances ou coalitions militaires, dans les zones situées en dehors de l'espace aérien national et des eaux territoriales nationales respectivement, d'où ils peuvent attaquer des cibles sur le territoire de l'autre partie.

■ Les parties maintiennent le dialogue et coopèrent afin d'améliorer les mécanismes de prévention des activités militaires dangereuses en haute mer et au-dessus, notamment en s'accordant sur la distance d'approche maximale entre les navires de guerre et les aéronefs.

## Article 6

■ Les parties s'engagent à ne pas déployer de missiles terrestres à portée intermédiaire et à courte portée en dehors de leur territoire national, ainsi que dans les zones de leur territoire national, à partir desquelles ces armes peuvent attaquer des cibles sur le territoire national de l'autre partie.

## Article 7

■ Les parties s'abstiennent de déployer des armes nucléaires en dehors de leur territoire national et ramènent sur le territoire national les armes déjà déployées en dehors au moment de l'entrée en vigueur du présent Traité. Les parties élimineront toutes les infrastructures existantes pour le déploiement d'armes nucléaires en dehors de leur territoire national.

■ Les parties ne doivent pas former de personnel militaire et civil de pays non nucléaires à l'utilisation d'armes nucléaires. Les parties n'effectueront pas d'exercices ou d'entraînements pour les forces polyvalentes, qui incluent des scénarios impliquant l'utilisation d'armes nucléaires. (...) ■

## Déclaration commune

Publiée le 4 janvier 2022 par le P5 du Conseil de sécurité des Nations unies.

### Extraits

■ « Aujourd'hui, la France, aux côtés de la Chine, des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la Russie publie une déclaration conjointe des chefs d'Etat et de gouvernement sur leur détermination à prévenir la guerre nucléaire et à éviter les courses aux armements, qui affirme 'qu'une guerre nucléaire ne peut être gagnée et ne doit jamais être menée'.

« La République populaire de Chine, les Etats-Unis d'Amérique, la République française, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Fédération de Russie considèrent qu'il est de leur responsabilité première d'éviter une guerre entre États dotés d'armes nucléaires et de réduire les risques stratégiques. » ■

### En savoir +

Source :  
site de l'Elysée



# Le dégel Est-Ouest passera-t-il par la fusion ?

Avant de s'éteindre, l'année 2021, dominée par les crises, les pandémies et les conflits, nous a laissé une pépite d'espérance : le 30 décembre, en Chine, les chercheurs en charge d'un des trois réacteurs expérimentaux à fusion nucléaire ont annoncé une percée de premier ordre.

Le réacteur EAST (Experimental Advanced Superconducting Tokamak), construit à Hefei, a réussi à maintenir son plasma (gaz ultra-chauffé) à 70 millions de degrés Celsius pendant 1056 secondes, soit 17 minutes et 36 secondes ! EAST avait déjà franchi une étape importante en mai 2021, en fonctionnant à 120 millions de degrés pendant 101 secondes. Et pendant 20 secondes supplémentaires, l'installation avait atteint une température maximale de 160 millions de degrés, soit plus de 10 fois celle du Soleil. Pour que les noyaux d'hydrogène fusionnent et libèrent plus d'énergie qu'on n'en dépense pour les chauffer, un ensemble de conditions physiques (température, pression, durée, etc.) doit être atteint (« critère de Lawson »). Si la prestation de EAST confirme que chacune de ces conditions est atteignable, il reste maintenant à les réunir dans une même expérience, objectif qu'ambitionne le Tokamak géant ITER, en chantier à Cadarache, en France.

En ce mois de janvier, Etats-Unis et Russie se sont parlé pour tenter de sortir de la nouvelle Guerre froide. L'occasion pour nous de rappeler les terrains d'entente possibles. Pour la lutte contre le terrorisme, la drogue et les pandémies, pour l'exploration des océans et de l'espace, il est clair que la maîtrise de la fusion thermonucléaire, une source d'énergie quasi-illimitée sans déchets ni émissions de CO<sub>2</sub>, se trouve au cœur des « objectifs communs de l'humanité ». Travailler ensemble dans ce

but, ainsi que l'a toujours souligné l'économiste américain Lyndon LaRouche, apporterait la confiance mutuelle, ingrédient indispensable à toute paix durable.

Pour mémoire, la décision de lancer le projet ITER, auquel collaborent une trentaine de pays, dont les Etats-Unis, la

spécialiste de la fusion, se rappelle des difficultés rencontrées pour convaincre les membres réticents de l'administration Reagan. Accepter la proposition de Gorbatchev, martelait alors Newstead, ne revenait pas, comme ils le craignaient, à « livrer aux Russes le secret de la 'guerre des



**Karel Vereycken**

Directeur de publication de Nouvelle Solidarité



◀ Le tokamak EAST installé à Hefei en Chine.

Russie et la Chine, a été prise en novembre 1985, lors du sommet de Genève réunissant le président américain Reagan et son homologue russe Gorbatchev. A l'époque, les crispations entre les deux pays étaient à leur paroxysme. Le sommet n'accouche pas de grand-chose, mais selon le dernier point de la déclaration finale, les deux chefs d'État « soulignaient l'importance potentielle des travaux visant à utiliser la fusion thermonucléaire contrôlée à des fins pacifiques et, à cet égard, préconisaient le développement le plus large possible de la coopération internationale pour l'obtention de cette source d'énergie, essentiellement inépuisable, au profit de l'humanité tout entière ».

Côté russe, l'idée venait de l'académicien Evgueni Velikhov. Né en 1935, ce grand spécialiste des plasmas et des lasers dirige aujourd'hui l'Institut Kourchatov. Du côté du Département d'État américain, le physicien Charles Newstead,

« étoiles' ». Newstead se souvient de plusieurs « coups de gueule » avant le sommet, dans la salle de crise de la Maison Blanche. « Une fois, j'ai dû mettre fin à une dispute en disant que j'avais un doctorat en physique alors qu'eux [les opposants à sa proposition] n'en avaient pas... ».

**1985 : Reagan et Gorbatchev soulignaient l'importance d'utiliser la fusion thermonucléaire contrôlée à des fins pacifiques.**

Si Velikhov est toujours vivant, il est tragique de constater que le président Biden s'est entouré d'un quarteron de conseillers dont l'ignorance et le carriérisme sont à mille lieux des compétences qu'on trouvait encore à la fin des années 1980 dans les allées du pouvoir américain. A nous donc de lancer « le coup de gueule » salutaire ! ■

**En savoir +**  
sur S&P.fr

Fusion nucléaire : le projet ITER, une promesse de paix

## TAXONOMIE

## La fausse victoire du nucléaire

Le 31 décembre, le drapeau européen flottait sous l'arc de Triomphe. Il s'agissait d'honorer la présidence française de l'UE début 2022.

**Karel Vereycken**

Directeur  
de publication de  
*Nouvelle Solidarité*

Le même jour, la Commission européenne soumettait à la plateforme sur la finance durable et au groupe d'experts des États membres son « *projet d'acte délégué de la taxonomie européenne dédié aux secteurs du nucléaire et du gaz* ». Pour rappel, la taxonomie européenne vise à classer les

la Pologne et la République tchèque, qui doivent remplacer leurs centrales à charbon très polluantes. Pour Paris, l'enjeu n'est pas des moindres. EDF, endettée et pillée de toutes parts, devra investir 100 milliards d'euros sur la période 2014-2030 pour son programme de grand carénage qui doit prolonger la durée de vie des centrales. Les nouveaux réacteurs EPR, pas tout à fait prêts, pourraient coûter entre 52 et 64 milliards d'euros. L'apport financier de

sans le gaz, l'hydroélectrique et le nucléaire, il est techniquement impossible de garantir l'accès à l'électricité à partir des énergies renouvelables dont l'intermittence et la densité posent problème.

Thierry Breton et Bruno Le Maire ont vite donné dans le triomphalisme en estimant que le reste était une question de détails. C'est pourtant dans les détails que se cache le diable « vert ». En réalité, on peut encore respirer mais le garrot est posé. Car si le texte du 31 décembre tolère le nucléaire et le gaz, ce n'est pas réellement en tant qu'énergie durable, mais simplement comme énergie de transition... Par exemple, pour la construction de nouveaux réacteurs, les projets devront avoir obtenu un permis de construire avant 2045. Quant aux travaux permettant de prolonger la durée de vie des centrales existantes, ils devront avoir été autorisés avant 2040. A cela s'ajoutent des garanties en matière de traitement des déchets et de démantèlement des installations nucléaires en fin de vie. Peu seront en mesure de s'y conformer...

Dans une lettre au Président de la République, publiée par *Les Echos*, Bernard Accoyer (président de l'association Patrimoine nucléaire et climat (PNC-France)) et Louis Gallois (co-président de la Fabrique de l'industrie) s'offusquent du fait que le gaz et le nucléaire puissent être assimilés à des « *énergies de transition* », puisqu'on « *ne peut exclure que le recours à l'énergie nucléaire soit nécessaire pour une période indéterminée* ». Pour les signataires de la lettre, « *en l'état actuel des connaissances, en l'absence de moyens de stockage de l'électricité à un coût supportable, sa contribution est nécessaire, à côté des énergies renouvelables, pour atteindre les objectifs nationaux et européens de réduction des émissions de gaz à effet de serre. L'opinion publique française en a désormais pris conscience* ». Comme quoi le combat est loin d'être gagné. ■



activités favorables à la protection de l'environnement et du climat, afin d'y orienter les 250 milliards d'euros que la « *finance verte* » veut absolument y consacrer.

**On peut encore respirer,  
mais le garrot est posé.**

Après d'âpres et longues négociations, l'UE a fini par tolérer que le nucléaire et le gaz y figurent. La Société française de l'énergie nucléaire parle d'une « *avancée qu'il faut saluer car elle était loin d'être acquise* ». Cette disposition était réclamée par la France, qui veut relancer sa filière nucléaire, source d'électricité stable et décarbonée, et une douzaine de pays, notamment

l'Europe s'avère donc indispensable pour que la nouvelle ambition nucléaire française devienne réalité.

La résistance idéologique de certains pays membres a été féroce et les ONG crient au « *greenwashing* ». L'Autriche menace de poursuivre la Commission en justice. Pour la ministre allemande de l'Environnement, Steffi Lemke, « *le projet de la Commission d'inclure le gaz et le nucléaire dans la taxonomie est une erreur* ». Comme l'avait révélé le *Canard Enchaîné* il y a quelque temps, derrière cette forte indignation de façade, l'Allemagne, qui ne cesse de se rabattre sur le charbon, a obtenu que le gaz soit inclus dans la même taxonomie. Personne n'ignore que

Retrouvez SSP sur  
[www.solidariteetprogres.fr](http://www.solidariteetprogres.fr)  
Et sur





## TÉLESCOPE JAMES WEBB

## A la découverte de l'aube de l'Univers !

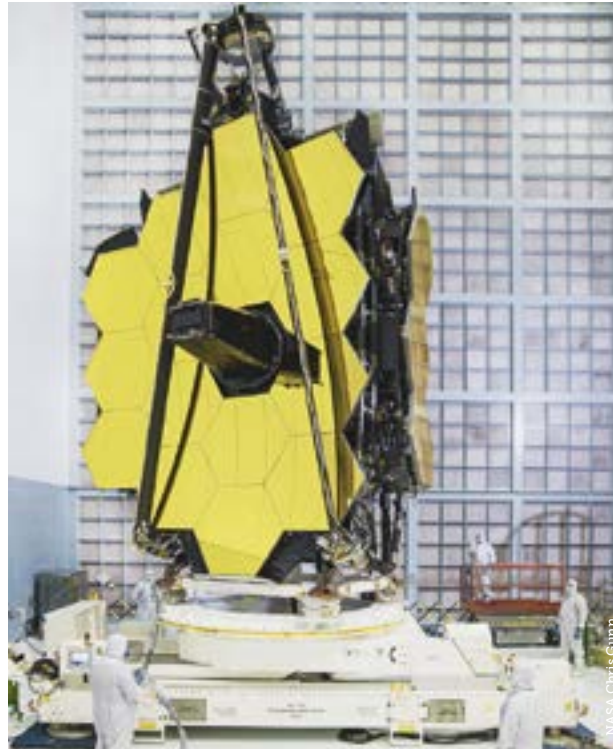
Conçu dès 1989 par la NASA, le télescope spatial James Webb (JWST), construit avec la participation des agences spatiales européenne et canadienne, a été lancé avec succès le 25 décembre par la fusée Ariane, depuis la base de Kourou en Guyane.

Destination de ce bijou technologique qui aura coûté 9 milliards de dollars : l'orbite solaire, précisément au point de Lagrange L2, à 1,5 million de kilomètres de la Terre.

Objectif scientifique du télescope ? Tenter de découvrir l'origine de la vie, en récoltant des données sur les premières galaxies apparues après le Big Bang, il y a environ 13,8 milliards d'années.

Prenant la relève du télescope Hubble qui vient de terminer sa mission, le JWST portera son attention vers les parties de notre univers qui n'étaient pas accessibles à son prédécesseur. Posté à seulement 500 km de la Terre et 100 fois moins sensible, Hubble n'était pas fait pour observer autre chose que le rayonnement de la lumière visible provenant des astres. Le JWST, lui, ne capte que les longueurs d'ondes infrarouges, échappant totalement à l'œil mais qui permettent d'aller observer beaucoup plus loin, à des milliards d'années-lumière. Car si les émissions lumineuses s'estompent avec le temps et en traversant les nuages de poussière, les ondes infrarouges perdurent et permettent de remonter le temps vers la jeunesse des astres.

Le JWST est une véritable prouesse technologique. D'une longueur de 20 mètres, il est équipé d'un miroir de 6,5 mètres de diamètre lui permettant de détecter la signature thermique d'un bourdon sur la Lune. Il dispose d'une plateforme pour les instruments et d'un bouclier de protection thermique aussi grand qu'un court de tennis, afin de le protéger de la chaleur émise par le Soleil, la Lune et la Terre,



▲ **L'articulation du miroir principal du JWST.**

**Christine Pierre**

Rédactrice-en-chef de Nouvelle Solidarité

car pour capter ces ondes infrarouges, il faut des instruments très froids, maintenus en permanence à -253 °C.

C'est tout cet assemblage qui a été « plié » dans la coiffe de la fusée Ariane. Son déploiement complet prendra un mois et les premières images n'arriveront qu'en juin prochain.

James Webb nous permettra aussi de mieux connaître les exoplanètes et les trous noirs. Toutefois, comme le dit l'astrophysicien Pierre Ferruit, co-respon-

**Les plus grandes découvertes du JWST seront « celles auxquelles on ne peut évidemment pas s'attendre ni imaginer ».**

sable scientifique de la mission à l'ESA, les plus grandes découvertes du JWST seront « celles auxquelles on ne peut évidemment pas s'attendre ni imaginer ». Car il représente un « tel bond en avant pour l'astronomie » qu'il y aura forcément des découvertes « dans tous les domaines de l'astronomie ». ■

**En savoir + sur S&P.fr**

L'espace, impératif économique et culturel

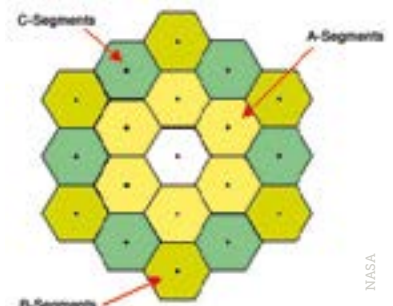
## Un miroir pliable de 6,50 mètres ?

■ Pour qu'Ariane puisse lancer ce télescope hors norme, les ingénieurs ont dû déployer une créativité infinie. Plus le miroir est grand et plus la quantité de détails qu'il peut capter est importante. Or la construction d'un miroir de 6,5 mètres, nécessaire pour recueillir ces données, est déjà un sacré défi sur Terre. Jamais un miroir aussi grand n'a été envoyé dans l'espace.

Pour l'alléger le plus possible, les ingénieurs ont donc choisi de le segmenter et d'utiliser du béryllium, à la fois léger et résistant. 18 segments de 20 kg chacun ont été montés sur une structure pliable afin de les faire entrer dans la coiffe de la fusée.

Et là, la géométrie a aussi son mot à dire ! On a donné aux segments une forme hexagonale de 1,32 mètre de diamètre. Par leur symétrie ils s'ajustent parfaitement entre eux (voir le schéma ci-dessous) pour composer une figure proche du cercle.

Chacun d'eux est repositionnable afin d'optimiser le rendement du télescope et fournir au miroir secondaire un



rayonnement de haute qualité qu'il envoie à son tour vers la plateforme instrumentale. Enfin, une fine couche d'or recouvre ce miroir, optimisant la réflexion de l'infrarouge vers le miroir secondaire.

Il ne nous reste plus, chers lecteurs, qu'à répliquer sur Terre autant d'ardeur à résoudre les durs problèmes auxquels l'humanité est confrontée !

CB

▲ **Hexagones du miroir.**

# Sortir de l'impasse sanitaire

La pandémie mondiale de coronavirus continue à poser un énorme défi. Avec l'apparition du variant Omicron, nos gouvernants n'ont toujours pas décidé de devenir plus intelligents.

Au lieu d'adopter dès le début la stratégie de « zéro Covid » appliquée en Asie (et pas seulement en Chine), dont les résultats continuent à étonner le reste du monde, les pays occidentaux persistent à imposer une politique suicidaire et ubuesque du « vivre avec ».

En France, l'expérience Covisan, tentative de zéro Covid à la française lancée en avril 2020 par le Pr Piarroux (CHU de La Pitié-Salpêtrière), a été sabordée par l'État. Le dispositif consistait en un dépistage systématique des cas potentiels de Covid-19, l'accompagnement des malades dans leur confinement et la prise en charge de leurs proches. Des équipes mobiles se déplaçaient chez les cas contacts afin d'évaluer les possibilités d'isolement à domicile, proposer des aides matérielles (courses, blanchisserie, hébergement externalisé) et dépister leurs proches. Covisan a permis un partenariat ville-hôpital innovant, impliquant de multiples acteurs (personnels soignants, administratifs, logisticiens, métiers de service).

Pour endiguer le tsunami d'Omicron, pourtant annoncé depuis des mois, le gouvernement choisit d'adopter un savant dosage (avant tout politique et concocté en petit comité), supposé établir un équilibre entre l'activité économique, les capacités hospitalières en grande difficulté, la liberté individuelle et la santé de chacun.

A 100 jours de l'élection présidentielle, pour Macron, tout retour à un confinement strict était exclu d'office, tout autant que la vaccination obligatoire pour tous. Changer de politique hospitalière ? Notre président vit dans le déni, et cela prendra trop de temps. Que reste-t-il alors ? Faire comme en Israël où le directeur de la Santé, Nachman Ash, pense



qu'Omicron (un variant « moins mortel ») pourrait conduire le pays à l'immunité collective. « Le coût en sera un très grand nombre d'infections », reconnaît-il, tout en précisant qu'il aurait préféré y arriver grâce à la vaccination... Un pari plus que risqué, vu le nombre de patients guéris se trouvant réinfectés par le nouveau variant. Car qui dit « *immunité naturelle* » veut dire en réalité « *sélection naturelle* ».

▲ Une brigade Covisan (avril 2020).

Karel Vereycken

Directeur de publication de Nouvelle Solidarité

**Covisan, la tentative de « zéro Covid » à la française, a été sabordée par l'État.**

Refusant d'agir sur les autres paramètres (voir ci-contre la déclaration de S&P), pour Macron, s'acharner sur une poignée de récalcitrants anti-vax semblait donc la bonne carte politique à jouer, en attendant que le pic d'Omicron s'essouffle, en conformité avec les modélisations de l'Institut Pasteur... Soulignons qu'avec des dirigeants de ce type, il n'est pas impossible que le prochain variant, éventuellement beaucoup plus mortel, gagne la partie !

Enfin, ceux qui érigent le vaccin (que nous recommandons pour limiter les cas graves) en rempart absolu, à l'exclusion de tout autre remède, nous rappellent furieusement ceux qui, dans les années 1980, nous disaient que le préservatif était l'unique antidote pour enrayer l'épidémie de sida, y compris dans des pays déficients en eau potable, nourriture, électricité ou installations sanitaires élémentaires...

En réalité, la pandémie actuelle cache un désastre sanitaire engendré depuis longtemps. Ainsi, depuis 1998, 100 000 lits d'hospitalisation complète ont été supprimés en France, dont 5700 rien qu'en 2020. « Le constat actuel est catastrophique à l'hôpital et dans les établissements médico-sociaux, avec des démissions en masse », dénonçait le 8 janvier sur Franceinfo le professeur Philippe Colombat. Avec deux autres experts, cet ancien président de l'Observatoire national de la qualité de vie au travail (ONQVT) a démissionné début novembre pour dénoncer des faits « en totale contradiction » avec les discours et les engagements renouvelés lors du Ségur de la santé. ■

## En savoir +

Coronavirus : à quoi va servir le dispositif Covisan ?



## DÉCLARATION DE SOLIDARITÉ & PROGRÈS

# Vaccin, oui ; passe vaccinal, non !

Les propos indignes du chef de l'État entendent reporter la responsabilité de la crise sanitaire sur les non-vaccinés. Or, la crise que connaissent les hôpitaux et que vivent les personnels de santé est la conséquence directe de la casse de l'Hôpital public, mise en œuvre par le gouvernement. Face à ses errements, S&P réaffirme les points essentiels d'une authentique politique de santé publique.



### Vaccination

La vaccination est l'un des piliers de toute politique de santé publique. Elle ne peut toutefois fonctionner que si la majorité de la population est vaccinée, à l'échelle de la France et du monde. Les gouvernements doivent créer les conditions permettant la vaccination pour tous dans les meilleures conditions de transparence.

C'est pourquoi :

- Dès qu'un vaccin est homologué par l'OMS, les autorités de santé doivent le rendre disponible. Cela concerne les vaccins Sinovax, Sinopharm et, espérons-le, Valneva dans les plus brefs délais. Le vaccin Novavax ayant été accepté par l'Agence européenne des médicaments, il doit obtenir sans délai l'autorisation des autorités sanitaires françaises. Une grande partie des non-vaccinés sont simplement des gens qui ne veulent pas du vaccin ARNm.

- Les tests sérologiques permettant de ne pas vacciner à l'aveugle doivent être pris en charge par la sécurité sociale. Ceci évitera des dépenses ultérieures aux personnes développant des effets secondaires qui auraient pu être évités en prenant en compte leur état médical.

La pandémie ne pourra être stoppée que si tous les pays disposent de suffisamment de vaccins pour leur population. C'est

pourquoi leurs brevets doivent être levés pour en permettre l'accès à tous.

### Une indispensable transparence

Certes, le gouvernement a dû faire face à des défis considérables mais, outre le fait qu'il s'est montré incapable d'anticiper, sa gestion de la situation a créé une défiance profonde envers la science et les institutions.

## Que les délibérations du Conseil de défense sanitaire ne soient plus couvertes par le secret.

Pour renverser cette dynamique, il est donc nécessaire :

- d'ouvrir une enquête sur d'éventuels conflits d'intérêts entre les membres du gouvernement (ainsi que de hauts fonctionnaires de la Santé) et les laboratoires pharmaceutiques, en particulier Pfizer, dont la situation de quasi-monopole ne peut qu'éveiller les soupçons ;

- de rendre public les contrats passés avec ces laboratoires et leurs conditions d'obtention. A tout le moins, ils doivent être examinés par une commission *ad hoc* de l'Assemblée nationale et du Sénat ;

- de même pour les contrats passés entre les États et les entreprises privées auxquelles

ils achètent les vaccins, afin de garantir qu'elles assument la responsabilité de leurs produits et des effets secondaires éventuels ;

- d'assurer que les délibérations du Conseil de défense sanitaire ne soient plus couvertes par le secret.

### L'hôpital et les soignants

La politique de démantèlement de l'hôpital est véritablement le cœur même de la crise.

Dans l'immédiat, il faut donc :

- en finir avec les fermetures de lits, de services, d'hôpitaux et autres établissements publics de santé ;

- proposer aux personnels de santé et aux médecins libéraux réticents à la vaccination par Pfizer d'autres vaccins, non ARNm. Ces personnels, hospitaliers ou non, et les médecins libéraux devront dès lors être immédiatement réintégrés.

### Protocoles thérapeutiques

Le gouvernement a basé toute sa stratégie médicale sur la seule vaccination, sans prendre en compte les mesures de renforcement du système immunitaire. Ont été en outre rejetés tous les protocoles à administrer en phase précoce, pourtant utilisés avec succès par de nombreux médecins généralistes ayant prescrit certains médicaments officiellement autorisés jusque-là. Il faut donc laisser les médecins prescrire les médicaments *déjà* connus et utilisés.

### Passe vaccinal

L'application de ces mesures rendra caduc le recours à un passe vaccinal, dont l'obligation porte atteinte aux libertés publiques, pour une efficacité de contrôle sujette à caution. Un carnet individuel de vaccination à jour sera toutefois nécessaire lors des déplacements internationaux. ■



▲ A commander sur notre site (5€).

## KRACH FINANCIER

### La Banque de France voit rouge

La Bourse n'est pas à l'abri d'une très forte correction, L'avertit la Banque de France dans son rapport semestriel sur les risques financiers, publié le 10 janvier. Après une « *année faste pour les marchés* », une crise boursière et financière est le principal risque qui pèse à moyen terme sur le secteur financier, et il pourrait augmenter, alerte l'institution. « *Certains indicateurs de valorisation boursière pointent un niveau d'exubérance persistant, qui rend les marchés d'actifs risqués vulnérables à une correction brutale pouvant aussi éventuellement déstabiliser des acteurs financiers non bancaires ayant recours au levier de la dette et se propager à d'autres segments de marché* », précise la Banque centrale.

Parmi les cinq principaux risques identifiés par l'institution, le risque de marché est le seul dont la probabilité est estimée « *très élevée* » (les autres étant considérés comme « *élevés* ») et « *son évolution devrait s'accroître dans les six prochains mois, de même que le risque lié à l'endettement élevé* ».

En clair : le système financier n'est pas à l'abri d'une crise boursière. 2021 a en effet été une année riche en records pour les bourses mondiales, Paris ayant gagné près de 30 %, sa meilleure progression annuelle depuis 2000, tandis qu'aux États-Unis, l'indice élargi S&P 500, le plus représentatif du marché américain, a bondi de 27 %. ■

## FLAMBÉE DES PRIX

### Va-t-elle dézinguer l'industrie ?

Le 16 décembre dernier, Nyrstar (Auby, Hauts-de-France), la dernière raffinerie de zinc encore en activité en France, annonça qu'elle suspendait ses activités pour deux mois. Alors que le gouvernement nous chante que tout va bien et que la réindustrialisation est en marche, la flambée du prix de l'électricité pousse l'industrie lourde au bord du gouffre.

Au tarif actuel, la production de zinc coûte 10 fois plus chère que d'habitude. De 40 euros il y a quelques années, le prix moyen du MWh sur une journée a dépassé 400 euros avant Noël, avec des pics horaires de plus de 600 euros. « *Pour un atome de zinc, il faut deux électrons. C'est de la chimie, c'est immuable* », précise Xavier Constant, le directeur du site. Pour produire 170 000 tonnes de zinc par an, l'usine consomme 730 GWh, l'équivalent de l'électricité de l'agglomération lilloise.

« *C'est juste intenable. C'est comme si on demandait à un transporteur routier de payer son gasoil non pas 1,5 mais 15 euros*, justifie Constant. *Et ce n'est pas parce que l'usine d'Auby est moins efficace qu'un autre concurrent. Il n'y a pas un producteur de zinc qui peut produire dans ces conditions* », prévient-il.

Comme chaque hiver, le prix de l'électricité augmente car les gens se chauffent davantage. En outre, plusieurs centrales nucléaires sont arrêtées cet hiver pour des réparations. Jusqu'au 1<sup>er</sup> mars, les 300 salariés de Nyrstar suivront une formation en attendant que le prix de l'électricité revienne sur terre...

Ludovic Bouvier, responsable régional du syndicat CGT

métallurgie, craint que le cas de Nyrstar ne s'étende : « *A un moment ou un autre, on peut se poser la question qu'il y ait une contagion sur l'ensemble de l'industrie. La solution serait que le gouvernement intervienne pour faire baisser les prix ou qu'il fasse pression sur la Commission européenne pour relever le plafond d'électricité disponible.* » ■

## PRIX DE L'ÉNERGIE

### Une situation identique à celle du Kazakhstan, selon Bruno Le Maire

Le 7 janvier, notre ministre de l'Économie a déclaré que le L gouvernement s'inquiétait des retombées économiques et sociales de la flambée des prix de l'énergie et qu'il s'efforçait de trouver des moyens de protéger les consommateurs et les entreprises. Le gouvernement s'est engagé à contenir l'augmentation annuelle des prix de l'électricité à 4 %, principalement grâce à des réductions d'impôts.

Après avoir porté sur les fonts baptismaux toute une série de privatisations et une dérégulation folle des marchés, les décideurs se disent « *surpris* » par la flambée des prix du gros et font appel à EDF. « *Si nous ne trouvons pas de solution dans les prochains jours, les Français verront une augmentation de 35 à 40 % de leur facture d'électricité* », a déclaré Bruno Le Maire. En France, l'inflation s'élève à 3,4 %, son plus haut niveau depuis 2008. Les chiffres publiés le 7 janvier montrent que l'inflation moyenne dans la zone euro a atteint 5 % en décembre. À moins de quatre mois des élections présidentielles, le ministre a également mis en garde contre les conséquences sociales d'une flambée du coût de la vie. « *Regardez ce qui se passe au Kazakhstan, c'est assez révélateur de ce qui peut se passer quand les prix de l'énergie, de l'électricité ou du gaz explosent* », a-t-il déclaré. Pas sûr non plus que Poutine, dont l'UE a snobé les offres de livraison de gaz à bas coût, enverrait ses forces d'élite à Paris pour mater les révoltes... ■

## PAYS-BAS

### Révolte d'ingénieurs contre « le pape du climat »

Sauf revirement de sa part, le 14 janvier, l'Université technique (TU) de Delft devait décerner à Frans Timmermans, vice-président exécutif de la Commission européenne, en charge du Green Deal européen et membre du Parti travailliste néerlandais (PvdA), un titre honorifique pour ses « *réalisations sociales et sociétales* », en particulier son engagement en faveur du climat.

Celui qu'on surnomme « *le pape du climat* » n'a pas la moindre compétence scientifique pour formuler des jugements sur la question. Indignés, plus de 8000 ingénieurs, anciens élèves de la TU, ont signé une pétition demandant que l'institution revienne sur sa décision. Plusieurs signataires ont annoncé qu'ils comptaient renvoyer à la TU leur propre diplôme, puisque de toute façon, suite à cette cérémonie honteuse, il aura perdu toute valeur ! ■



# Découvrir l'âme russe par la peinture

Se tenait à Paris jusqu'au 23 janvier une exposition des œuvres de l'un des plus grands peintres russes, Iliya Répine. Né en 1844 à Tchougouïev (actuelle Ukraine), dans une famille de serfs, il fera partie du courant des « ambulants », ces artistes qui, dès 1863, lanceront la « révolte des



**Sébastien Périmony**

Militant S&P

Répine passera plus de trois ans en France durant lesquels il peindra le Montmartre pauvre de l'époque ou encore ses peintures de Veules-les-Roses, en Normandie. Il deviendra l'ami des grandes personnalités de la Russie du XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> (il meurt en 1930), comme Ivan Tourgueniev, qui vivait en exil en France à cause

œuvre de 2,03 sur 3,58 mètres évoque l'humeur et l'humour du peuple russe au cœur des combats du XVII<sup>e</sup> siècle. Répine peint le moment où les Cosaques zaporogues répondent au sultan Mehmed IV, qui énonce pompeusement ses nombreux titres comme « *Empereur des Empereurs* », « *Frère du Soleil et petit-fils de la Lune* » et bien d'autres pour exiger des cosaques qu'ils se soumettent volontairement à lui sans aucune résistance !

Nous ne résistons pas à vous faire lire la réponse des Cosaques, car il faut toujours rire du respect qui n'est pas dû :

*« À Toi Satan turc, frère et compagnon du Diable maudit, serviteur de Lucifer lui-même, salut !*

*Quelle sorte de noble chevalier au diable es-tu, si tu ne sais pas tuer un hérisson avec ton cul nu ?*

*Mange la vomissure du diable, toi et ton armée.*

*Tu n'auras jamais, toi fils de putain, les fils du Christ sous tes ordres : ton armée ne nous fait pas peur et par la terre ou par la mer nous continuerons à nous battre contre toi.*

*Toi, marmiton de Babylone, charretier de Macédoine, brasseur de bière de Jérusalem, fouetteur de chèvre d'Alexandrie, porcher de Haute et de Basse Égypte, truie d'Arménie, giton tartare, bourreau de Kamenetz, être infâme de Podolie, petit-fils du Diable lui-même,*

*Tbi, le plus grand imbécile malotru du monde et des enfers et devant notre Dieu, crétin, groin de porc, cul d'une jument, sabot de boucher, front pas baptisé !*

*Voilà ce que les Cosaques ont à te dire, à toi sous-produit d'avorton ! Tu n'es même pas digne d'élever nos porcs. Tordu es-tu de donner des ordres à de vrais chrétiens ! !*

*Nous n'écrivons pas la date car nous n'avons pas de calendrier, le mois est dans le ciel, l'année est dans un livre et le jour est le même ici que chez toi et pour cela tu peux nous baiser le cul !*

*Signé le Kochovyj Otaman Ivan Sirko et toute l'Armée zaporogue. »* ■



Musée russe de Saint-Pétersbourg

Quatorze » contre l'académisme pratiqué dans les écoles d'art de la Russie tsariste. Académisme inspiré en grande partie par la France, la langue française étant à l'époque la langue quasi-officielle de la cour. Ces artistes décident alors de « peindre la Russie », la vie du peuple dans son dur labeur quotidien. A ce titre, le tableau de Répine *Les Haleurs de la Volga* (1870-1873) est aujourd'hui encore considéré comme l'œuvre qui a lancé sa carrière et le fit entrer dans le courant des « ambulants » qu'il rejoindra officiellement en 1878. Ces peintres du peuple organisent alors dans toutes les grandes villes de l'Empire des expositions artistiques itinérantes pour rendre l'art et l'histoire au peuple. Rappelons que quelques années auparavant, Pouchkine avait réhabilité la langue russe comme une langue poétique, en particulier à travers son roman en vers *Erugène Onéguine*, dont l'héroïne porte le prénom d'une paysanne, Tatiana.

▲ **Les Cosaques zaporogues écrivant une lettre au sultan de Turquie. Iliya Répine, 1891, huile sur toile, Saint-Pétersbourg.**

de ses écrits progressistes et dont Répine a fait un portrait. Grand ami également de Tolstoï, qu'il accompagnera jusqu'à la fin de sa vie et pour lequel il réalisa de nombreux portraits, dont le Tolstoï travaillant la terre après avoir quitté le monde aristocratique. Mélomane, il fera également le portrait du fameux « groupe des cinq ». Ainsi littérature, musique et peinture vont faire naître l'âme russe avant que le chaos du XX<sup>e</sup>, avec ses guerres et

**Ces artistes décident alors de « peindre la Russie », la vie du peuple dans son dur labeur quotidien.**

son art décadent, ne mette fin à ces courants artistiques humanistes.

Il faut aller voir le tableau de Répine, *Les Cosaques zaporogues écrivant une lettre au sultan de Turquie* (voir ci-dessous). Cette

# Rendons « l'argent magique » aux citoyens !



## Benoit Odille

Candidat aux législatives, soutenu par S&P

**Q**uand les politiques ne font pas ce qu'il faut, c'est le moment de le faire soi-même. Je suis donc candidat à l'élection législative dans la 5<sup>e</sup> circonscription de l'Essonne, face à Cédric Villani, le dandy mathématicien

## Comment est-ce possible d'avoir un Villani décroissant comme représentant ?

récemment converti à la décroissance. L'ancien macroniste, qui n'a rien fait pour attaquer la finance, se plaint aujourd'hui que la « transition écologique » ne soit pas financée davantage. Pourtant, j'étais allé le voir dès

août 2018 pour lui proposer la séparation des banques et l'établissement d'une Banque nationale. Il m'avait alors répondu que c'était un sujet très complexe et que les gens ne pourraient pas comprendre, aussi n'allait-il pas faire campagne là-dessus. Ce n'est pas ma conception du courage politique. J'ai donc pris mes tracts et fait le tour des marchés aux Ulis, à Gif-sur-Yvette, Bures-sur-Yvette et au centre-ville d'Orsay pour annoncer que l'on peut comprendre les mécanismes de « l'argent magique » pourvu qu'on nous les explique. (...)

Les Français ont déjà l'intuition que les débats ne sont pas réglés. Sur la crise du Covid, on rencontre des gens qui ne veulent pas se placer dans un camp pro ou anti-vax mais qui ont des questions légitimes pour lesquelles ils attendent des réponses argumentées de la part des « sachants ». Des débats contradictoires et pas de l'ostracisme assumé.

Les gens veulent savoir pourquoi l'argent magique est disponible pour les spéculateurs et seulement dans l'urgence. Pourquoi pas avant les crises et pour créer des emplois productifs ? Dans les hôpitaux évidemment, mais aussi, comme me le disait justement un chercheur, dans les machines-outils, qui sont à la base du développement industriel et de la souveraineté

économique d'un pays, dans le nucléaire du futur, au lieu des renouvelables intermittents et inefficaces, ou dans les transports, comme le Grand Paris Express, qui devrait être non pas le plus grand chantier d'Europe mais la norme !

Dans une circonscription où l'on trouve à la fois le centre de recherche du CEA Paris-Saclay, la plupart des écoles d'ingénieurs de renom (Polytechnique, Télécom, Centrale Supélec, ENSTA...), les centres principaux du CNRS et de l'INRAE, et l'Université Paris-Saclay, il n'est pas possible de croire à notre déclin scientifique et technologique !

Comment est-ce possible d'avoir un Villani décroissant représentant ces femmes et ces hommes à la pointe de la connaissance ? Parce qu'il est mathématicien ? Le problème, c'est qu'il a embrassé les mauvais axiomes. Il croit que les ressources de la Terre sont limitées alors qu'il faut creuser dans la créativité humaine pour repousser les limites ! C'est le domaine de l'économie « physique », auquel j'ai consacré mes quinze vidéos de youtubeur.

Vous le voyez, entre l'argent magique détourné par l'oligarchie financière et la pensée magique décroissante incapable de voir plus loin que l'horizon, nous avons du pain sur la planche ! ■

## En savoir + sur S&P.fr

Vidéos et articles du candidat

## S&P VOUS CONNAISSEZ ?

**C'est le parti politique qui publie ce mensuel. Jacques Cheminade en est le président-fondateur.**

■ Nous nous battons pour une économie « physique » utilisant les leviers de la connaissance et de la créativité humaine pour élever le niveau de vie et rendre la dignité à tous. Contre le malthusianisme et le monétarisme (distillés par la City, Wall Street et leurs relais à Bruxelles), nous entendons mettre en faillite contrôlée les spéculateurs en séparant les banques de dépôt et les banques d'affaires ; refonder une banque nationale d'émission de crédit public pour financer la santé, la recherche, l'éducation, les infrastructures ; sortir de l'UE, de l'euro et de l'OTAN, pour refonder une vraie Europe de la coopération et un nouvel ordre économique mondial (« Nouveau Bretton Woods ») basé sur la détente, l'entente et le développement mutuel, loin des logiques de « blocs » qui nous mènent à la guerre.

**Adhérer :** [www.solidariteetprogres.fr/adherer.html](http://www.solidariteetprogres.fr/adherer.html)

Contactez S&P ou ses sociétés d'amis en région: 01 76 69 14 50  
[contact@solidariteetprogres.org](mailto:contact@solidariteetprogres.org).

**Faire un don :** [www.solidariteetprogres.fr/donner.html](http://www.solidariteetprogres.fr/donner.html)

ABONNEMENT

Tout les articles payants du site + le magazine et ses archives



85€ par an ou 7€ par mois

250 € abonnement 1 an bienfaiteur  
85 € abonnement de base 1 an  
45 € abonnement 6 mois  
7 € par virement mensuel

[www.solidariteetprogres.fr/abonnement](http://www.solidariteetprogres.fr/abonnement)